

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 2024

L'an deux mille vingt-quatre le 6 février à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans le Grand Salon d'Honneur de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 31 janvier 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, LANTERNAT, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. CASTAGNA, MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme KARCENTY, M. DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme LOISEAU (suppléante de Mme GEOFFROY), MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS, BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mmes COLLIN, VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mmes PARIS, GOUILLY, MM. TRIOLET, DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : Mme PARNISARI, MM. VEBER, THIÉBAULT, DELCOMBEL, MALOU, BURCKEL, TINDILLIÈRE, Mmes KANOUTÉ, JACQUEMOT, COLSON, MM. HMISSI, CARDOSO, Mme GOLLÈS, M. ERRE.

Absents : M. NICOULEAUD, Mme MUNSTER.

12 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ M. VEBER, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. DHYÈVRE,
- ✓ M. DELCOMBEL, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme PARIS,
- ✓ Mme KANOUTÉ donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Monsieur Francis PASSINHAS.

MARCHÉS PUBLICS
CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE AU HAMOIS
LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE DE PASSATION
DE MARCHÉ PUBLIC

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

Le Hamois est un quartier dit « prioritaire » de la politique de la Ville (QPV) d'intérêt national d'une superficie de 28 hectares bénéficiant notamment du nouveau programme de renouvellement urbain.

Dans ce cadre, il a été décidé de procéder à la déconstruction complète de la quasi-totalité des immeubles représentant 1384 logements afin de permettre la création d'un éco-quartier.

La mutation urbaine du Hamois permettra de retrouver une attractivité résidentielle, en créant une nouvelle identité écologique (constructions biosourcées, trame verte, trame noire, création d'espaces favorables à la biodiversité et aux habitats, continuité écologique), en requalifiant les espaces publics existants et en créant un espace de centralité structurant pour le quartier (création d'une coulée verte, transformation de la rue Abraham de Moivre, repositionnement du groupe scolaire au cœur du quartier à proximité du centre commercial récemment réhabilité), en insérant le quartier dans la ville (trames viaires, liaisons piétonnes et cyclables, travail sur la mobilité...).

Aussi, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER (C.C.V.C.D.) souhaite amorcer le projet de reconstruction du groupe scolaire du Hamois, pour lequel il est réservé une emprise foncière d'environ 4 300 m² au cœur du futur éco-quartier recomposé (à l'angle des rues Abraham de Moivre et Paul Foureux).

Afin de définir le projet, une étude de prospective scolaire a été réalisée, le souhait étant de développer un groupe scolaire (intégrant écoles maternelle et élémentaire) de 14 classes, en considérant 2 à 3 salles supplémentaires pour des besoins futurs éventuels.

Des locaux spécifiques à l'accueil périscolaire sont aussi prévus à savoir : accueil du matin et du soir, restauration en liaison froide et activités périscolaires après la classe.

Également, seront adjoints au bâtiment scolaire des locaux dédiés à une maison de quartier (salle pour les associations et locaux annexes), qui permettra d'ouvrir l'équipement, notamment les cours d'école, au public bien évidemment en dehors des périodes scolaires.

Afin d'intégrer la démarche de transition écologique, le projet de groupe scolaire comprendra des objectifs ambitieux en termes de développement durable, de performance énergétique, d'emploi de matériaux bio sourcés (paille, bois, carton...), de perspectives allant au-delà de la réglementation environnementale actuellement en vigueur pour les bâtiments neufs (RE 2020).

Au vu de ces éléments, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER s'est adjoint les services de différents prestataires dont un programmiste afin de l'accompagner dans la définition de ce projet ambitieux, qui façonnera le système éducatif de plusieurs quartiers de VITRY-LE-FRANÇOIS pour de nombreuses années.

Maintenant, il apparaît opportun de faire appel à un maître d'œuvre dont le choix puisse être réalisé à la suite d'un processus permettant de valider la conception du projet, tant en matière architecturale qu'en matière de performance énergétique.

Une analyse juridique a permis de déterminer que le processus le plus adapté aux besoins de la C.C.V.C.D. est le marché dit de conception-réalisation (C.R.) passé en procédure avec négociation.

Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER : Séance du Conseil de Communauté du 06 février 2024

Le marché de conception-réalisation constitue une dérogation au principe de recourir à une mission de maîtrise d'œuvre distincte de celle de l'entrepreneur de travaux. Il s'agit d'une forme de contrat global confiant, au même opérateur économique, l'établissement des études (conception) et l'exécution des travaux (réalisation).

Le projet de la C.C.V.C.D. tel qu'envisagé permet de recourir au marché de C.R. dans la mesure où il comprendra des objectifs ambitieux en termes de performance énergétique, allant au-delà de la réglementation environnementale en vigueur (soit 10 % de moins que les objectifs déclinés dans la RE2020).

Recourir à ce type de marché permettra, d'une part, que le titulaire, concepteur et réalisateur, propose une offre globale tenant compte des technologies existantes et de son expérience. D'autre part, il garantira à la maîtrise d'ouvrage de s'engager rapidement sur un coût d'opération, des délais de réalisation et un niveau d'efficacité énergétique.

La procédure avec négociation (P.A.N.) permet, quant à elle, de sélectionner le groupement d'opérateurs qui assurera à la fois la conception et la réalisation de l'ouvrage sur la base de la remise de prestations de niveau avant-projet sommaire (A.P.S.). La C.C.V.C.D. peut recourir à la P.A.N. dans la mesure où le marché comporte des prestations de conception. Cette procédure a l'avantage de permettre un échange avec les soumissionnaires afin de bénéficier à la fois d'un temps pour qu'ils présentent leur projet et d'un temps pour qu'ils en fassent évoluer le contenu. In fine, la qualité des rendus s'en trouve largement améliorée.

A ce jour, un schéma d'implantation générale est envisagé en lien avec les contraintes du site et de son environnement. Sur cette base, il appartiendra à l'équipe de conception-réalisation retenue de concevoir un projet adapté. Pour ce faire, la maîtrise d'œuvre aura en charge une mission de base de maîtrise d'œuvre (comprenant les éléments de mission APS, APD, PRO, EXE, DET et AOR) et incluant également O.P.C. (Ordonnancement, Pilotage, et Coordination,) et S.S.I. (Système de Sécurité Incendie).

Cette prestation de conception-réalisation est estimée à 9.424.250,00 € H.T. (dont 516.800,00 € H.T. pour les aménagements extérieurs). Pour la concrétiser, il convient de publier un avis d'appel public à la concurrence en vue de retenir 3 candidats qui seront invités à remettre une offre.

Considérant les rendus demandés aux soumissionnaires correspondant à un niveau A.P.S, une prime doit être octroyée à chacun d'entre dont le montant est arrêté à 90.000,00 € H.T. maximum. Cette prime constituera un acompte sur la rémunération du futur titulaire du marché.

Le recours au marché de C.R. requiert l'intervention d'un jury. Ce dernier émettra notamment un avis motivé tant sur la liste des candidats admis à remettre une offre que sur les projets remis par les 3 candidats sélectionnés. Le jury aura également à faire une proposition sur le montant de la prime à allouer. Parmi les membres du jury, au moins un tiers d'entre eux devra posséder la qualification professionnelle requise pour participer à la procédure. Par ailleurs, il est proposé que les membres de la commission d'appel d'offres fassent partie du jury. Tous ces membres auront voix délibérative.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-2, L.2122-21 et L.2122-21-1,

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L. 2171-2, D. 2171-4, L. 2124-3, R. 2124-3 3°, R. 2161-12 à R. 2161-20, R. 2171-15 à R. 2171-23,

Vu la délibération n°68 en date du 08/09/2020 portant sur la création de la commission d'appel d'offres et désignation de ses membres,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 23 janvier 2024,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

- 1°/ approuver le-projet de construction du groupe scolaire au Hamois ;
- 2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à lancer un marché de conception-réalisation selon la procédure avec négociation et à en assurer la préparation, la passation et l'exécution ;
- 3°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à désigner par arrêté la composition du jury pour les membres autres que les élus de la commission d'appel d'offres ;
- 4°/ fixer à 90.000,00 € H.T. maximum la prime versée aux équipes candidates sous réserve de la conformité de leur offre au regard des documents de la consultation ;
- 5°/ établir l'indemnité forfaitaire des personnes possédant la qualification professionnelle requise pour participer à la procédure à 350,00 € HT par demi-journée de participation au jury et leurs frais kilométriques en fonction des taux en vigueur ;
- 6°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à arrêter la liste des candidats admis à réaliser des prestations après avis du jury ;
- 7°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le marché de conception-réalisation avec le soumissionnaire retenu, au vu de l'avis du jury, à l'issue de la procédure de passation ;
- 8°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter toutes les subventions possibles, à leur taux maximal auprès de tous les financeurs pouvant être appelés sur le projet et à signer tout document relatif aux demandes de subventions afférentes ;
- 9°/ dire que les crédits nécessaires à l'organisation de cette procédure sont inscrits au budget 2024 ;
- 10°/ dire que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits au budget 2024 et le seront aux suivants.

La délibération est adoptée

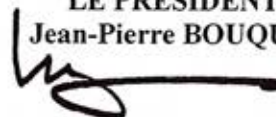
par : **56 avis favorables,**

3 abstentions : MM. DESANLIS, DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI.

Le secrétaire de séance,
Francis PASSINHAS



**POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 FEV. 2024
et de la publication le - 8 FEV. 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.